

la nouvelle lettre

Directeur de la publication : Jacques GARELLO

Commission Paritaire : 0113 K 87909 - ISSN : 1951-4727
Dépot légal : à parution

N°1125 du 25 août 2012 | www.libres.org
1981-2012 | 31ème année de parution

Hebdomadaire 1,50€



SOMMAIRE DU N°1125

EDITORIAL : Réforme et Liberté pp. 1-2

CONJONCTURE : Cent vingt jours pour rien ? pp. 3-4

ACTUALITÉ : Roms : l'unique objet de leur ressentiment p. 4 - L'avenir est dans le drachme p. 5 - La France fille aînée de l'Eglise p. 5

L'Université d'Été comme si vous y étiez : p. 6-7

LU POUR VOUS : livres, articles et sites p. 8

Réforme et Liberté

Assistons-nous à la renaissance politique du libéralisme en France ?

Ces tout derniers jours nous ont apporté une bonne nouvelle : un groupe d'élus parlementaires et locaux appelé « *Réforme et Liberté* » s'est constitué et a affirmé avec la plus grande clarté son désir de faire connaître et avancer les idées de la liberté. « *Liberté, responsabilité, proximité, ces valeurs sont les seules capables de faire rebondir la France et l'Europe, de faire renaître une société de confiance* ». Cette proclamation de foi a occupé une demie page du Figaro de mardi dernier 21 août, dans un article intitulé « *Pour que la liberté ait un avenir* » signé en particulier par Etienne Blanc, Philippe Cochet, Hervé Mariton, Hervé Novelli, Michèle

Tabarot. Pourquoi « en particulier » ? Parce que ces amis ont fait savoir leur intention d'être à Aix à nos côtés pour notre 33ème Université d'Été.

Certains passages de l'article sont dignes de figurer dans la Nouvelle Lettre – dont ces gens sont en général des lecteurs assidus. Vous aurez remarqué dans la citation le couple liberté-responsabilité qui est celui qui s'affiche sur notre site libres (la référence à la proximité est un ajout qui me convient). Vous aurez apprécié la référence à la « *société de confiance* » évoquée par Alain Peyrefitte ou Francis Fukuyama (qui l'oppose à la « *société de puissance* »). >>

BULLETIN D'ABONNEMENT

- s'abonne à la formule postale pour 20 numéros (35 €) ou 40 numéros (60 €)
 s'abonne à la formule électronique (format PDF) pour 40 numéros (40 €)
 envoie une liste de personnes pour un service gratuit de 4 numéros dans le cadre de la formule postale ou électronique.

Merci de libeller vos chèques à l'ordre de la SEFEL et de nous les faire parvenir à l'adresse suivante :

SEFEL chez ALEPS, BP 80026, 13545 Aix en Provence Cedex 4

M Mme Mlle NOM..... Prénom.....

Adresse

Code postal Ville..... Courriel

sefel

SOCIETE D'EDITION ET DE FORMATION ECONOMIE ET LIBERTE

Chez ALEPS, BP 80026, 13545 Aix en Provence Cedex 4 - Tél. : 01 43 80 55 18

www.libres.org

Réforme et liberté (suite)

Quelques autres passages méritent d'être également retenus : « *ce sont avant tout les entrepreneurs et leurs entreprises qui créent les richesses et les emplois. [Ils] attendent un Etat...qui consacre la liberté d'entreprendre et qui ne sanctionne pas la réussite, qui attire les créateurs plutôt que de les décourager* ». Et encore : « *Notre devoir est de construire une opposition nationale de projets qui devra organiser la reconquête [...] L'un des plus anciens courants d'idées de la vie politique française se doit d'être présent dans le débat public* ».

“ Le courant libéral sera présent dans le débat public ”

Oui, bienvenue à ces « Treize libéraux de l'UMP » comme les présente Le Figaro. Bienvenue dans le débat public. Nous sommes heureux d'avoir enfin des interlocuteurs valables. Et nous souhaitons sincèrement travailler et dialoguer avec eux.

Travailler avec eux, c'est les aider à prendre connaissance des travaux scientifiques et des projets de réforme que nous avons élaborés depuis des années, émanant de la pléiade libérale française, ou transposés des expériences étrangères en matière d'enseignement, de retraite, d'assurance maladie, de logement, de fiscalité, de législation du travail, etc.

Dialoguer avec eux, c'est débattre de quelques principes fondamentaux du libéralisme. Ce débat est nécessaire, car le texte en question a des relents d'étatisme bien français : « *Nous croyons en une économie libre mais régulée. La régulation n'est pas l'opposé du libre échange mais sa contrepartie* ». Et, disent encore nos amis, si l'Europe a besoin d'un « *projet humaniste au service des citoyens européens* » - ce qui est en effet le cas - elle « *ne peut plus faire l'économie d'une union politique* » - ce qui aux yeux des libéraux est un remède pire que le mal. En d'autres termes, pour assumer la noble mission dont ils s'investissent aujourd'hui, nos hommes politiques ont à se dépouiller de leurs habits politiques pour se convertir entièrement à un libéralisme de bon aloi, limitant et l'Etat et l'Europe à ce qu'ils doivent être : gardiens des libertés.

J'écris ces lignes sans aménité, en toute franchise et liberté. Je sais que je suis, que nous sommes, taxés d'ultra-libéralisme, alors que nous nous inscrivons simplement dans la tradition des penseurs libéraux français de Turgot à Rueff en passant par Say, Constant, Tocqueville, Bastiat, et dans la mouvance libérale internationale actuelle. Je sais qu'il peut y avoir au sein de la famille libérale des divergences, mais elles ne peuvent jamais entamer les principes fondateurs de la philosophie libérale.

Je salue donc comme un premier pas remarquable l'initiative de « *Réforme et Liberté* » et je sais les difficultés que nos amis auront à vaincre pour peser dans l'appareil des partis de la droite et du centre. Ils ont du mérite, ils ont du courage.

Mais il ne faut pas en rester là.

Il faut éclairer les esprits et changer les idées non seulement au sein de la classe politique mais aussi dans l'immense majorité de la population désinformée et manipulée par le système éducatif et médiatique, une population droguée à l'Etat Providence. Pour ce faire, rien ne remplacera l'action héroïque des bénévoles de la société civile.

“ Dialogue avec la société civile constituée en réseaux ”

C'est l'un des buts de notre Université d'Eté : constituer un réseau de cercles, de clubs, de rencontres, grâce à des initiatives locales, et équiper ce réseau avec les argumentaires et les conférenciers capables de faire connaître le libéralisme dans toute sa dimension, dans toute sa profondeur. C'est dans ce cadre nouveau que pourra naître et grandir une force politique nouvelle qui saura conjurer réforme et liberté.

Jacques Garello

CENT VINGT JOURS POUR RIEN ?

Voilà environ cent vingt jours que François Hollande a été élu Président de la République. Cent vingt jours pour rien : c'est la thèse dominante des médias, d'une large fraction de l'opposition et même de la gauche de Mélenchon.

Est-ce bien certain ? La méthode Hollande est certes douce sur la forme, mais en fait nombre de décisions économiques ont été prises ou annoncées, qui vont toutes dans le même sens : détruire les fondements de l'économie de marché, au moment où, au contraire, la crise nécessite un surcroît de marché et de liberté.

2012 n'est pas 1981

2012 n'est pas 1981, François Hollande n'est pas François Mitterrand et le gouvernement Ayrault n'est pas le gouvernement d'union de la gauche de Pierre Mauroy. Le monde a changé, le mur de Berlin est tombé, les communistes sont décrédibilisés. La crise est là, et la prudence dans la forme s'impose pour ne pas effaroucher les marchés. Le gouvernement avance donc à petits pas. Il n'en fallait pas plus pour que l'extrême-gauche crie à la trahison et pour que l'opposition, à de rares exceptions près, accuse le gouvernement d'immobilisme.

Et si la réalité était différente ? Bien sûr la méthode a changé, et les communistes ne sont plus là. Mais la gauche socialiste ou écologiste garde une grande méfiance, pour ne pas dire plus, à l'égard de l'économie de marché, contrairement à la gauche social-démocrate européenne. Au mieux, elle ne comprend pas le marché, au pire, elle veut sa disparition. Si les mesures annoncées, prises séparément, semblent anodines, la vision d'ensemble ne laisse aucun doute.

Les faux prix se multiplient...

Le premier fondement de tout marché, c'est la liberté des prix. Il n'y a pas d'autre régulateur du marché, et l'entrepreneur lui-même est incapable d'agir si le signal des prix ne l'alerte pas sur les changements et les besoins des clients. Le prix indique les

raretés, incite à agir dans la bonne direction et permet ainsi de répondre aux libres choix de chacun, faisant disparaître les pénuries ou les excédents potentiels. Nous avons déjà signalé, dès la conjoncture du 16 juin, « le retour des faux prix ». Depuis la situation s'est aggravée.

Les prix des facteurs sont largement de faux prix. C'est évident sur le marché du travail et la revalorisation du SMIC n'a pas arrangé les choses. Le plafonnement de la rémunération des patrons des entreprises publiques non plus et la chasse aux « rémunérations excessives » des entrepreneurs idem. Il en va de même pour le marché des capitaux, où les taux d'intérêt fixés administrativement ou manipulés par diverses techniques sont là plus que jamais.

Pour les biens et services, on a eu droit aux faux prix des logements, avec contrôle des loyers, aux attaques contre les honoraires libres des médecins et à l'annonce d'une action « modeste et provisoire » sur le prix des carburants. Le gaz n'échappe pas à cette tendance, en dépit des positions du Conseil d'Etat.

La liste est loin d'être close. On trouvera pour cela tous les prétextes, à commencer par le maintien du pouvoir d'achat. Tout cela est habile. Pas question de s'attaquer de front au marché. Lénine avait compris que le plus sûr moyen de détruire le capitalisme était de détruire la monnaie. Hollande choisit une méthode plus soft, mais équiva-

lente : les faux prix.

Le secteur public omniprésent...

Les prix ne sont rien si la propriété n'est pas libre, c'est-à-dire privée : des droits de propriété exclusifs et transférables, qui permettent la liberté d'entreprendre et la liberté des échanges. Là encore, pas de nationalisations brutales. Juste des grains de sable dans la machine. Le plus visible est Arnaud Montebourg. Tel superman, il vole d'entreprise en entreprise pour sauver les emplois détruits par des patrons « avides de profit ». On ne les nationalise pas : on convoque juste les patrons pour leur dire ce qu'ils doivent faire. S'ils obéissent, on aura gardé les canards boiteux au lieu de jouer la carte des entreprises compétitives.

Comme nous le soulignons dès la conjoncture du 30 juin, c'est le retour de tout ce qui est public, au détriment du privé. Bien sûr la banque publique d'investissement est sensée bien mieux savoir que les « banquiers irresponsables » ce qu'il faut faire pour financer les entreprises. Le développement du Fonds stratégique d'investissement, le maintien ou l'accroissement des participations de l'Etat dans un nombre invraisemblable d'entreprises : là encore, on agit en douceur grâce à des intermédiaires publics. Les plafonds des livrets A et leurs avantages fiscaux sont relevés : l'épargne remplira la Caisse des dépôts qui la dilapidera dans la construction de logements sociaux aussi coûteux qu'inefficaces. >>

Lutte contre la corruption : la France en retard (suite)

Pour résumer le tout, on retiendra le lièvre soulevé le 9 juillet par Les Echos, titrant « Vers le retour du Commissariat du Plan », pour recréer « une instance de réflexion et de dialogue “transverse” avec les partenaires sociaux ». Comme dit le bon M. Mailly, de Force ouvrière, « un lieu où l'on peut discuter de tout de manière démocratique ». A quand le retour de l'autogestion, chère dans les années 60 au PSU de M. Rocard et à la CFDT ?

La spoliation fiscale complète le tableau

Comme toujours, l'arme la plus subtile de ce détricotage reste l'arme fiscale. Aux yeux de l'opinion, elle présente deux avantages : réduire les déficits et réaliser la « justice sociale ». Augmenter les impôts est toujours populaire, s'il s'agit des impôts des autres. On commence donc par les « riches » : l'explosion de l'ISF et l'annonce de la future tranche d'impôt sur le revenu à 75%. Cela permet de masquer le reste, qui touchera bien entendu les classes moyen-

nes, puis peu à peu tout le monde. Or la hausse des impôts n'a jamais réduit le moindre déficit, puisqu'elle détruit l'activité économique, donc les recettes fiscales. Quant à la justice, même le Conseil constitutionnel s'est inquiété du caractère confiscatoire des mesures sur l'ISF, qu'il a accepté si elles gardent un caractère « exceptionnel » (donc une seule année) et qu'il n'est pas prêt d'accepter pour les revenus sans au moins un « dispositif de plafonnement », sinon il y aurait « rupture de l'égalité devant les charges publiques ».

L'avertissement sera-t-il entendu ?

C'est l'élément clef : la France est championne des dépenses publiques et des prélèvements obligatoires. L'urgence est donc de réduire les dépenses et les impôts. Le gouvernement ne s'attaque pas sérieusement aux dépenses (sauf sous forme anecdotique). Quant aux impôts, il n'est question que de hausses : ceux qui le peuvent partent à l'étranger, les autres travailleront

moins, la matière imposable se réduira et avec elle la croissance, alors que nous sommes déjà en récession. Surtout, le lien entre d'une part le service rendu et apprécié par le client à son juste prix, et d'autre part sa rémunération sera encore plus distendu. Le mérite du service rendu n'est plus pris en compte.

Alors, 120 jours pour rien ? Pas vraiment, 120 jours pour placer des bombes à retardement pour miner le marché. Certes François Hollande ne fait qu'accentuer la dérive des gouvernements précédents, droite comprise. C'est vrai. Mais ce n'est pas une excuse ni une raison pour aller plus loin encore dans l'erreur économique, au moment où la crise réclame un surcroît de marché et de liberté. *Errare humanum est, diabolicum perseverare.* Et comme chacun le sait, le diable est dans les détails ou plutôt dans ce que l'opinion considère comme des détails.

Jean Yves NAUDET

ROMS : L'unique objet de leur ressentiment

L'affaire des Roms a effacé la crise, l'euro, l'insécurité : la croisière s'amuse !

Les imprécations de Camille sont célèbres : « Rome, l'unique objet de mon ressentiment... ».

Les Horace sont au pouvoir, mais les Curiace n'ont pas dit leur dernier mot. Pendant les quinze derniers jours, le gouvernement socialiste et l'opposition dite de droite ont porté toute l'attention qu'elle méritait à la situation des Roms. L'affaire a même divisé les socialistes, les Verts : Emmanuel Vals ne serait-il pas un nouveau petit Nicolas ? Les médias s'en sont donnés à cœur joie. Finalement, Jean Marc Ayrault a tranché : les

Roms qui veulent travailler le pourront, pour les autres, rien de changé.

Il est vrai que nous sommes au mois d'août, saison de l'amusement et de l'insouciance. Mais mettre l'affaire des Roms au cœur du débat public donne la mesure de l'irresponsabilité de notre classe politique. Le taux de chômage est au sommet, le taux de croissance est nul, l'euro et l'Europe sont en crise ouverte, la guerre est en Syrie, les agressions voire les émeutes sont quotidiennes : mais qu'importe ? Il est vrai qu'une autre affaire a fait la une : la canicule. Mais la cani-

cule est partie, et les Roms restent.

Deux remarques pour conclure. D'une part, l'Etat Providence ayant déjà élargi à l'extrême l'espace de ses bienfaits n'a plus pour maigre pitance que des questions mineures. D'autre part, il n'y aurait pas de problème Rom si l'état de droit était appliqué en France, et si les Roms, libres de choisir une vie marginale, ne se voyaient pas offrir également les avantages sociaux d'une France généreuse, et heureuse de l'être. •

L'avenir est dans la drachme

Les imprécations françaises n'y font rien : carton rouge pour les Grecs

La rencontre avant-hier (jeudi 23) entre Angela Merkel et François Hollande a été une fois de plus un coup d'épée dans l'eau, puisque les positions sont irréconciliables. D'un côté François Hollande « Nous voulons, je veux, que la Grèce reste dans l'euro » ; on aura apprécié au passage le « je veux » républicain accentuant le royal « nous voulons ».

D'un autre côté les Allemands, gouvernement et peuple confondus, qui en ont assez de mettre la main à la poche pour les bonnes œuvres de l'Euroland, au point d'être eux-mêmes sous le coup d'un déclassement. Les libéralités finissent par ruiner les milliardaires.

L'exclusion des Grecs aurait dû intervenir depuis plusieurs années, ils n'auraient même pas dû entrer dans le jeu. Mais l'obses-

sion politique aura été plus forte que la réalité. Un pays où 60 % de la population vit de l'Etat, et sur un pied plutôt élevé, et où 40 % vit du marché noir pour ne pas supporter le poids des déficits publics, n'a aucune chance de se désendetter. Pris à la gorge par ses créanciers européens, le gouvernement grec a commencé la collecte depuis près de trois ans, mais la dette « souveraine » n'a cessé de croître, faute du moindre changement dans les mœurs, si ce n'est l'accumulation des manifestations et grèves, où se prolonge l'affrontement entre extrêmes, qui date de la deuxième guerre mondiale.

Il aurait donc mieux valu que les autres pays se cotisent pour conclure sur un concordat de faillite, les pertes étant partagées

entre créanciers imprudents et contribuables européens débarassés définitivement de ces débiteurs structurels.

Aujourd'hui, comme hier (puisque c'était aussi la position du gouvernement précédent), les Français, par la voix de leur Président, affirment leur volonté de continuer à jouer avec les Grecs. Le contribuable français a-t-il été consulté ? A quel moment ? A-t-il envie d'ajouter la dette grecque à celle qu'il paye pour son propre compte ?

Les Allemands veulent expulser les cigales de l'euro. Les Grecs retourneront à leur drachme, et leur pouvoir d'achat s'en trouvera certainement amélioré ! Voilà pourquoi ils stockent depuis plusieurs mois autant d'euros qu'ils le peuvent. Des euros donnés par l'Europe. •

La France fille aînée de l'Eglise

La lettre lue dans les églises le 15 Août a provoqué l'ire laïcarde

Monseigneur Vingt-Trois, archevêque de Paris, président de la Conférence épiscopale française, a invité tous les prêtres à « faire prier pour la France » au cours de la célébration de l'Assomption de la Vierge Marie, le 15 Août.

Il a proposé un texte dont les termes sont mesurés, mais fermes. Les passages les plus commentés ont été ceux-ci :

Pour celles et ceux qui ont été récemment élus pour légiférer et gouverner ; que leur sens du bien commun de la société l'emporte sur les requêtes particulières et qu'ils aient la force de suivre les indications de leur conscience.

Pour les familles [...] Que l'engagement des époux l'un envers l'autre et envers leurs enfants soient un signe de la fidélité de l'amour.

Pour les enfants et les jeunes ; que tous nous aidions chacun à découvrir son propre chemin pour progresser vers le bonheur ; qu'ils cessent d'être les objets des désirs et des conflits des adultes pour bénéficier pleinement de l'amour d'un père et d'une mère.

L'Eglise fait de la politique : c'est le premier constat, il a choqué ceux qui prônent l'exclusion de toute religion dans les affaires publiques. Mais la liberté d'expression, la liberté de réunion et la liberté religieuse tout court n'autorisent-elles pas des catholiques à prier en commun ?

L'Eglise est attachée au mariage et à son indissolubilité : les catholiques qui s'engagent par ce sacrement le savent bien, il n'est pas révolutionnaire de le leur rappeler.

L'Eglise veut protéger les enfants et les jeunes en leur garantissant l'amour d'un père et d'une mère : distinguer un père et une mère peut en effet passer pour désuet et dépassé aux yeux de ceux pour qui le sexe est une question de convention sociale et non de nature. Mais l'Eglise et les catholiques sont libres de penser qu'un homme n'est pas une femme et réciproquement, et que le législateur n'y peut rien changer, comme il ne peut encourager l'adoption d'enfants qui ne naissent pas de l'amour commun mais du commun désir d'avoir un enfant pour mieux vivre en couple.

Il est à remarquer au demeurant que l'obligation de se taire est surtout prescrite à la religion catholique. Oui, la France a réellement besoin de prières... •

Dimanche 26 août : Dîner d'ouverture

Il réunit 90 convives, venus pour la joie de se retrouver et pour l'intérêt des deux discours :

Philippe NEMO, professeur à l'ESCP, Philosophe, auteur en particulier de « *La France aveuglée par le Socialisme* » reprend le thème de l'un de ses articles paru dans « Valeurs Actuelles » : *la France a besoin d'une nouvelle offre politique. Pourquoi le libéralisme est-il privé de toute expression politique dans notre pays ?*

Pierre GARELLO, professeur à l'Université d'Aix Marseille, PhD New York Uny, auteur des rapports annuels sur la fiscalité européenne publiés par l'IREF, fait un *tour d'horizon des capitales européennes pour voir le sort réservé aux idées libérales dans les divers pays.*

Lundi 27 août

Matin :

Jacques Garelo explique le choix du thème de l'Université : *Le discours dominant depuis plusieurs années : La crise, c'est les autres. La crise c'est le système. Erreurs fatales...*

Session 1 le libre échange en recul ?

Prof. Victoria Curzon-Price (Université de Genève) *Le libre échange : soixante ans de succès Emergence et développement de la mondialisation depuis 1945*

Prof. Jean Philippe Feldman (Université de Bretagne, Avocat à la Cour) *La crise : coup d'arrêt au libre échange ? L'offensive actuelle en faveur du protectionnisme, le discours du patriotisme économique. Le libre échange est-il réellement menacé ?*

Session 2 : Le libre échange en accusation

Prof. Em. Pascal Salin (Univ. Paris IX Dauphine) *Pourquoi contester la liberté des échanges ? Qui a intérêt au protectionnisme ? Comment les adversaires du libre-échange s'organisent-ils ? Quels arguments donnent-ils ?*

Florin Aftalion *Le dramatique précédent des années 1930.*

La politique isolationniste du New Deal, l'aggravation de la Dépression et la Seconde Guerre mondiale.

Après midi :

Les livres libéraux

Philippe Nemo : *La France aveuglée par le socialisme*

Florin Aftalion : *Crise, Dépression, New Deal, Guerre*

Les séminaires

Dumping fiscal (animateur Pierre Garelo), Dumping social (animateurs Alain Mathieu et Georges Lane)

Le forum

Débat ouvert avec Etienne Blanc (maire de Divonne, député UMP) et les autres élus présents

Mardi 28 août

Matin

Session 3 : Le libre échange: porteur de croissance et d'emplois

Axel Arnoux (administrateur de l'ALEPS) *L'entreprise face à la mondialisation*

La mondialisation de la demande, la délocalisation de l'offre : adaptation de l'entreprise, maintien et création des emplois : témoignage d'un chef d'entreprise.

Pierre Garelo (Université d'Aix Marseille) *Le libre échange, processus de découverte. L'élargissement de l'espace des échanges et le jeu de la concurrence créent de l'information, suscitent l'innovation et améliorent l'affectation des ressources.*

Emmanuel Martin (Ed. unmondelibre.org) *Le libre échange, facteur de développement. Comparaisons entre degrés de libre échange et performances des pays émergents.*

Session 4 : Le libre échange, porteur de libertés et de compétitivité

Maître Jean Philippe Delsol (Administrateur de l'IREF) *Compétitivité et concurrence fiscale. La fiscalité, élément décisif de la compétitivité, libère ou contraint les échanges selon les cas. Le libre échange est favorisé par une fiscalité elle-même compétitive en même temps qu'il y incite les Etats ainsi mis en concurrence.*

Alain Mathieu (Président de Contribuables Associés) *Compétitivité et modèle social Le « modèle social français » est-il favorable à la compétitivité ? Comparaisons européennes.*

Après midi :

Forum Débat ouvert avec Hervé Mariton, Christian Kert, Michèle Tabarot, députés UMP et les autres élus présents.

Les livres

Jean Philippe Delsol et Nicolas Lecaussin : *A quoi servent les riches ?*

Jean Perrin : *25 millions de propriétaires*

Alain Mathieu : *Ces mythes qui ruinent la France*

Patrick de Casenove : *La Sécu : comment faire mieux ?*

Mercredi 29 Août

Matin

Session 5 : Le libre échange et la souveraineté

Prof. Larry White (George Mason Uny) *Free trade requires a new monetary and financial system. Un système monétaire sous la dépendance des banques centrales est une menace permanente pour le libre échange. Il est responsable des désordres financiers. Des monnaies privées et concurrentes se développeront nécessairement.*

Prof. Carlo Lottieri (Univ. de Sienne) *Libre échange et limites de la souveraineté des Etats. Nécessairement aussi le libre échange va réduire le champ d'action des Etats, les ramenant à leur taille minimale.*

Prof. Enrico Colombatto (Univ. de Turin) *La tentation des cartels d'Etats : l'exemple européen. Organiser la protection contre la mondialisation au niveau européen est un leurre, qu'illustrent bien les déboires de l'euro.*

Session 6 : Le Libre échange et la solidarité

Prof. Bertrand Lemennicier (Univ. Paris II) *Riches et pauvres dans un monde de libre échange. Les inégalités se réduisent plus vite dans les pays plus ouverts et la cohésion sociale y est plus grande. La référence au Nord et au Sud est idéologique.*

Jacques Garello « *Choc des civilisations* » ou compréhension entre les peuples ? *Le protectionnisme attise le nationalisme et la xénophobie. Il débouche sur le « choc des civilisations ». Le libre échange apprend aux peuples à se connaître, puis à se comprendre.*

Après midi

Les Séminaires

La société de confiance (animateurs Carlo Lottieri et Jean Philippe Feldman)

Les perspectives européennes (animateur Enrico Colombatto)

A new global financial system: IMF or competitive currencies? (animateur Pierre Garello)

Le Forum

Communication et organisation chez les libéraux français (Animateur Jacques Garello) avec tous les participants et les élus présents.

Cette rubrique a été conçue pour ceux qui n'ont pas la chance et la possibilité de participer à notre 33ème université. Ils peuvent commander le DVD qui retranscrit tous ces temps forts (15 euros, frais de port inclus, chèque à l'ordre de la SEFEL).

Vous avez été nombreux à nous suggérer de publier sous forme de livrets certaines rubriques de la Nouvelle Lettre. L'Aleps vous a entendu et vous propose dès ce mois les quatre volumes suivants.

Connaissance du libéralisme



Si le libéralisme n'est pas assez attractif dans notre pays, c'est qu'il n'est pas connu. Pas enseigné, pas traité, le libéralisme est caricaturé.

Ce livret rétablit la vérité : non le libéralisme n'est pas la loi du plus fort, non la propriété n'est pas le vol, non l'intérêt personnel n'est pas l'égoïsme, non l'inégalité n'est pas l'injustice, etc. Au contraire le libéralisme a une dimension éthique : c'est une doctrine de la dignité de la personne humaine et de l'harmonie sociale.

36 pages, 10 €

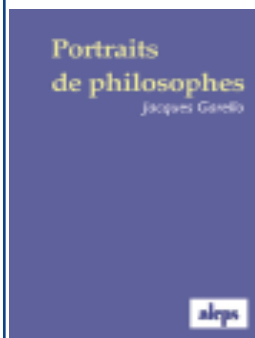
Se passer de l'Etat



Pas de sérieuse diminution des dépenses publiques sans réduction du périmètre de l'Etat. Des privatisations généralisées ne nuisent pas à la santé, ni à l'éducation, ni aux communications, ni aux retraites de la population : c'est tout le contraire, comme le prouvent les réformes pratiquées en Allemagne, en Grande Bretagne, en Scandinavie, en Europe Centrale ou au Canada, il est facile, confortable et économique de se passer de l'Etat dans beaucoup de domaines.

36 pages, 10 €

Portraits de philosophes



D'Aristote à René Girard, ils ont abordé les thèmes de l'éternel humain : la nature de l'homme, son destin, sa conscience, la liberté, le pouvoir, la religion, la vie, la vérité, etc.

Dans une société où le paraître l'emporte largement sur l'être, se rapprocher des philosophes nous aide à retrouver ce qui importe à long terme, ce qui est le fond de notre humanité et ce qui donne valeur à notre liberté.

64 pages, 30 portraits, 15 €

Portraits d'économistes



Etes-vous adeptes et satisfaits de la pensée unique ? Ces portraits montrent l'extrême richesse de l'histoire de la pensée économique, d'Adam Smith à nos jours. Ils vous font découvrir les permanences (les problèmes économiques) et les oppositions (les doctrines économiques).

Dépenses publiques et impôts d'un côté, ou libre échange et libre entreprise de l'autre : ce débat actuel s'est noué avec Say et Malthus, se poursuivant entre Bastiat et Marx, puis aux 20ème siècle par Keynes et Hayek – par exemple.

48 pages, 22 portraits, 15 €

Prague, capitale mondiale de la pensée libérale

Congrès mondial de la société du Mont Pèlerin



2-8 septembre 2012

Près de quatre cents économistes, juristes, politologues, historiens et philosophes se réuniront à Prague la semaine prochaine. Ce sont les membres de la Société du Mont Pèlerin et leurs invités.

La Société a été fondée en 1947 par Hayek, Mises et Friedman. Hommage leur sera d'ailleurs rendu : Milton Friedman aurait 100 ans actuellement. Cette Société a révolutionné la science économique contemporaine, et a inspiré toutes les politiques libérales, toutes aussi couronnées de succès. La Société compte pas moins de 8 prix Nobel d'économie.

Le thème du Congrès 2012 est celui du nouveau socialisme : un nouveau masque sur un même visage. En fait, le socialisme aujourd'hui se déguise en Etat sauveur, capable de dénouer la crise. En fait, c'est l'Etat qui a créé la crise, et les perspectives des politiques publiques sont les plus sombres, alors que le retour au libre marché et au capitalisme est la solution indispensable.

Parmi les intervenants, Sam Pèlzmann et Robert Barro, les adversaires déclarés de la politique Obama, mais aussi beaucoup d'Européens qu'accueillera avec chaleur le Président de la Conférence, Vaclav Klaus.

Président de la République Tchèque, ami de la France et de l'Université d'Aix (dont il est docteur honoris causa), Vaclav Klaus milite pour une Europe décentralisée, constituant un espace d'ouverture et de liberté où s'exerce la concurrence entre institutions et politiques.

Un compte rendu du Congrès sera donné dans la prochaine Lettre. Jacques Garello participe à ce Congrès et préside une session consacrée à l'euro.